

RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

Le conseil national reporté pour septembre

Le Rassemblement national démocratique (RND) renvoie au mois de septembre prochain la première session de son conseil national issu de son troisième congrès de juin dernier.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La décision a été entérinée jeudi dernier par le bureau national sortant réuni par Ahmed Ouyahia au siège du parti à Ben-Aknoun.

Dans le communiqué sanctionnant cette réunion et signé par le chef du gouvernement, il est précisé que «le retard pris pour la convocation de cette première session s'explique par le souci de la direction nationale de réunir au

préalable toutes les conditions matérielles nécessaires».

L'on entend par là, bien sûr, les conditions d'hébergement des membres du conseil national, pratiquement impossible durant la saison estivale.

«La date exacte sera arrêtée ultérieurement», précise encore le communiqué. Un communiqué qui, sans surprise aucune, réitère le soutien du «RND aux positions et décisions

contenues dans le dernier discours de Monsieur le Président de la République».

De même que «le Rassemblement salue les décisions prises lors du dernier Conseil des ministres à travers la loi de finances complémentaire au profit du monde rural».

Au plan interne, le RND rappelle à ses élus locaux «l'impératif de se conformer strictement aux directives détaillées émises par le parti au mois de février dernier et leur demande un surcroît d'efforts pour les concrétiser sur le terrain». Jeudi dernier, il faut dire qu'Ouyahia avait à présider une réunion paisible.

Quasiment une formalité à expédier pour un



Ahmed Ouyahia, chef du gouvernement.

homme qui, depuis le printemps, a vu sa position renforcée d'une manière spectaculaire : d'un simple

SG du RND, en position de faiblesse et dans le colimateur de Bouteflika, il se retrouve tout-puissant chef

du gouvernement, plus fort que toutes les fois précédentes.

K. A.

LOUISA HANOUNE

«Candidat ou pas, Bouteflika doit laisser un pays intègre»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs a appelé, hier, au retrait immédiat de la loi domaniale et de celle relative aux privatisations.

Louisa Hanoune, qui s'appuie sur le constat d'échec de Bouteflika devant les P/APC, estime que le chef de l'Etat dispose encore d'assez de temps pour mettre en œuvre une politique de « correction ».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -

«Qu'il soit candidat ou pas (aux élections de 2009), le président de la République doit faire en sorte de laisser un pays intègre.

Pour quelqu'un qui a combattu pour l'indépendance de l'Algérie, il se doit de laisser un pays en bon état», a déclaré, hier, Louisa Hanoune à l'occasion d'une conférence de presse animée au terme d'une série de rencontres régionales de sa formation.

La déclaration de la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'est nullement une cri-



«Les pilliers de biens de l'Etat doivent être punis.»

tique formulée à l'encontre de Bouteflika, mais plutôt une sorte d'appel solennel pour apporter une «correction» à la politique économique appliquée depuis le début de son premier mandat.

Car Hanoune semble convaincue que le chef de l'Etat est «mal informé», voire même «induit en erreur», par de hauts responsables à la solde de puissances étrangères.

A ce titre, elle estime que le personnage sort

«grandi», suite à l'aveu d'échec de la politique de privatisation, proclamé à l'occasion de la rencontre nationale avec les présidents d'APC.

Louisa Hanoune considère que le processus de «correction» passe avant tout par le retrait immédiat des «lois scélérates».

Parmi ces textes, figurent la loi domaniale adoptée dernièrement par le parlement, ainsi que celle sur les privatisations. La première responsable du

PT a également appelé à la dissolution des Sociétés de gestions des participations (SGP) et du Conseil des participations de l'Etat.

«Nous devons par la suite faire le bilan de cette politique de privatisation. Nous constaterons alors les dégâts qui ont été provoqués.

Nous devons définir les responsabilités de chacun et faire intervenir la justice pour punir ceux qui ont participé au pillage des biens de l'Etat au profit des multinationales», a-t-elle déclaré.

Tout en dénonçant certaines dispositions de la loi de finances complémentaire, notamment les taxes imposées aux citoyens lors de l'achat de véhicules neufs, Louisa Hanoune a annoncé que son parti prépare déjà les amendements qui seront introduits à la loi de finances 2009.

Quant à savoir si elle se portera candidate aux prochaines élections présidentielles, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a précisé qu'elle ne nourrit pas «d'ambitions personnelles».

«Cette décision est du ressort exclusif du parti», notera-t-elle.

T. H.

MASCARA

Cherif Rahmani officialise la fermeture de l'unité d'amiante de Zahana

M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, a effectué une visite dans la localité de Zahana, wilaya de Mascara. Ce jeudi, il s'est rendu sur le site de l'unité amiante où il a officiellement été décidé de la fermeture de celle-ci. Rappelons que cette dernière est à l'arrêt depuis octobre 2007.

Cette décision d'arrêt de la production aura été prise après deux années de tergiversations et négociations avec le partenaire social UGTA. Ces travailleurs, au nombre de 149, ont perçu une indemnité de licenciement et on apprendra que leurs dossiers médicaux ont été transmis au ministère de la Santé. Un suivi médical leur sera assuré avec un contrôle tous les deux ans. Il sera automatiquement procédé à la dépollution et réhabilitation du site contaminé.

Celui de Zahana, d'une superficie de 14 hectares comprenant les bâtiments de production, technique et administratif des services, fera l'objet de cette opération de désamiantage en trois phases avec celle des équipements de production, suivie de la décontamination du sol. La dernière étape consistera en l'enlèvement des déchets de stockage.

Une expertise de l'ancienne décharge sera effectuée avec enlèvement de 50 000 m³ de terre polluée. La décharge actuelle sera, elle, réhabilitée avec fixation des terres par des plantations de végétaux ayant des racines n'excédant par une profondeur de 0,50 m.

Concernant cette unité de production d'amiante de Zahana, il faut signaler que celle-ci est entrée en production en 1976, alors que la première apparition des produits en amiante-ciment s'est faite dans les années 1950 avec la mise en service de l'usine éternit de Gué-de-Constantine (Alger), fermée également en début des années 1991. Trois autres verront ensuite le jour : celles de Meftah (Blida), Zahana (Mascara) et Bordj-Bou-Arréridj.

L'ensemble des prélèvements de poussières effectués en 2003 par le bureau international Veritas, mandaté par le département de Cherif Rahmani, a montré une présence significative de fibres d'amiante avec des niveaux d'exposition supérieure à 5 alors que la valeur limite d'exposition fixée par les normes internationales est de 0,51. En aparté de cette sortie, le ministre aura une rencontre avec les citoyens qui exprimeront leurs préoccupations.

A ce propos et concernant les conséquences sur l'environnement au niveau de la région de Zahana, une fois achevé le désamiantage, est envisagée la perspective de créer une autre activité sur le site actuel.

M. Meddeber